28 octobre 1983 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, au Palais du Bardo, Tunis, vendredi 28 octobre 1983.

Monsieur le Président,
- Mesdames et messieurs les députés,
- Me retrouver dans cette enceinte, devant des représentants du peuple, est pour moi un événement chaque fois renouvelé qui me rappelle tant de souvenirs personnels et qui m'incite à espérer de plus en plus dans la capacité des peuples à fonder leur démocratie. Mes premiers mots iront vers M. le président de la Chambre des députés `Mahmoud Messadi` dont le nom est connu de nous depuis si longtemps, - qu'il me pardonne de lui dire -, mais ce "si longtemps" recouvre une grande période de votre histoire à laquelle sa vie a été consacrée. Des souvenirs communs aussi qui remontent au Paris des années 1936 et de la longue suite des jours où cet homme a consacré son esprit, son action - comme beaucoup d'autres - au service de son pays. Sa réputation intellectuelle, sa grande culture, sa façon dont il a illustré différentes chaires à-partir d'une connaissance incomparable, à-partir de la culture arabe et de la pénétration de la culture française, tout cela fait que je me sens particulièrement honoré d'être aujourd'hui l'hôte de votre président. Qu'il reçoive l'hommage de notre amitié et de notre respect. J'ai déjà dit en d'autres lieux que la personne, le nom, l'action de celui qui conduit la destinée de votre peuple, le président Habib Bourguiba, était tellement mêlés à ma propre existence et à mes propres choix, qu'il me paraissait tout aisé, naturel, de reprendre à Tunis le dialogue engagé dans les temps difficiles.\
Déjà, permettez-moi de le rappeler, il y a plus de trente ans, le statut de la Tunisie m'avait préoccupé. Et j'apercevais bien les injustices, l'absence de puissance de l'histoire, du sectarisme qui pesaient sur ce peuple, sur ce pays, au sein duquel déjà des militants avaient conçu les temps futurs. En 1952, le 21 mars, sans être mandaté par personne, j'avais remis un document à diverses autorités et à quelques grands spécialistes - je me souviens de Charles André Julien ou du professeur Bassignan que je compte ou pouvais compter parmi mes propres amis - j'avais remis un document qui étudiait - voyez comme les lieux s'y prêtent - ce que l'on appelait le Traité du Bardo et j'y étais allé de surprise en surprise, élevé comme tous mes concitoyens d'une certaine façon, j'apprenais à vivre ou à comprendre l'histoire autrement que par les simples textes de 1881 et qui avait été recouvert par des usages, des pratiques, qui ressemblaient de trop près aux pratiques coloniales. Il fallait faire resurgir de cette poussière ce qui avait été mis en place par les fondateurs de ce que l'on appelait un protectorat. Dessiner et mettre en-place le statut intermédiaire qui devait permettre l'indépendance pleine et entière. On dira, mais pourquoi pas tout de suite. C'est certain, encore la sagesse a-t-elle prévalu, la conquête pas à pas mais déterminée qui vous a permis autour du président Bourguiba, d'apparaître tout de suite comme un peuple mûr, sûr de sa maturité, assuré de son avenir. Cela n'a pas été sans crise. Comment eusse-t-elle été évitée ? Et certains d'entre vous, de cette génération, ou plus jeunes, en ont souffert dans leur existence, leur santé, leur liberté, en ont souffert dans leur amour ou leur amitié pour la France.\
Mais voilà, nous sommes réunis de nouveau, ensemble, comme si cela n'avait pas laissé de traces, comme si vous aviez su, nous avions su, dominer ce difficile enfantement : l'indépendance nationale.
- Cependant, lorsque l'on considère le paysage de l'époque, les déchirements du dernier après-guerre, on mesure mieux la façon dont la Tunisie a sû maîtriser son destin. Ce qui ajoute

l'admiration que l'on doit avoir pour la maîtrise de soi, pour la sagesse d'esprit, pour la philosophie de ceux et de celui qui ont été les inspirateurs de cette action. Bref, nous sommes restés amis et nous avions quelque raison d'y manquer, vous en aviez même plus que nous. Et si je viens en Tunisie, dans ce climat d'amitié, de compréhension, il ne nous empêche pas de regarder bien en face les problèmes qui se posent en 1983 tout autrement qu'ils pouvaient se poser en 1956 `indépendance`. Il n'empêche que c'est sur un terrain solide : celui d'une coopération active, d'un rapprochement des cultures, d'une affirmation des identités, d'une certaine conception du monde qui nous rassemble.
- De mon côté, je n'aurais -garde d'oublier des -artisans français de ce que l'on peut appeler aujourd'hui une rare réussite historique. Ils ont été plusieurs : d'abord dans le monde de l'esprit et de la culture, puis dans le monde politique qui a trop souvent un peu de retard. Mais enfin, il faut bien que les idées naissent, se développent avant d'être admises par les responsables de l'action quotidienne. Nous célèbrerons dans un moment le rôle de Pierre Mendès France, par votre initiative. Il s'est tout de suite, à peine responsable des affaires de la France, emparé d'un dossier qu'il avait déjà pénétré. Sa certitude de la direction à prendre et son vaste esprit au fondement juridique lui permettaient immédiatement de savoir par quel itinéraire y parvenir. Je me souviens encore de ce jour où je me trouvais dans un aéroport - j'étais à l'époque ministre de l'intérieur - disant au revoir au président Mendès France qui partait pour la Tunisie accomplir un acte nouveau dont vous savez qu'il a été déterminant pour notre histoire.\
Vous avez, monsieur le Président, évoqué rapidement mais d'un trait sûr, les vrais ou les principaux problèmes qui nous occupent. Je ne m'attarderai pas ici sur les relations bilatérales actuelles, modernes entre la Tunisie et la France. Cela a été l'objet de conversations particulières que j'ai eues avec le président Bourguiba, avec M. le Premier ministre Mzali, mais d'une façon plus élargie en compagnie de ceux qui travaillent auprès de moi, membres du gouvernement, mes collaborateurs directs, dans une réunion élargie qui s'est tenue hier après-midi. Cela n'est pas terminé et il nous reste encore 24 heures pour approfondir chaque point.
- Je crois pouvoir dire que ces relations, bonnes par définition, qui s'inscrivent dans une continuité constamment adaptée, améliorée par mes prédécesseurs avant moi, arrivent au point où l'on peut attendre d'un avenir proche qu'elles s'épanouissent encore, à condition d'aborder, l'esprit clair, et la volonté précise les problèmes tels qu'ils se posent, qui ne sont pas des contentieux, qui sont simplement un résidu de l'histoire.
- Nous y travaillons, et cette rencontre, ici, dans ces lieux, m'encouragera à servir avec encore plus de fermeté les idéaux qui sont les miens et qui me conduisent à la fois à rechercher pour mes concitoyens, qui ont vécu parfois douloureusement la période qui s'achève, le droit qui leur revient et puis encore de reconnaître au peuple qui est le vôtre le droit d'être compris, d'être aidé, le droit d'être soi-même dans le concert des nations et le cercle plus étroit des amis privilégiés dont nous sommes.
- Parmi les problèmes dits bilatéraux, je pense surtout à tout ce qui pourra nous porter vers ce fameux transfert de technologies, vers ce développement des industries ou des technologies agricoles de pointe. Dans un pays qui a fourni tant d'artisans de grand talent, cet artisanat d'art démontre la qualité et le savoir-faire d'un peuple, appliqué aux grandes réussites modernes. Je crois que le devoir de la France, elle-même bousculée et tourmentée par une crise mondiale qui l'emporte souvent là où elle ne le souhaiterait pas, qui l'oblige à considérer avec une rigueur ses propres actions, est d'y contribuer de son mieux. Mais, tout est toujours possible quand on le veut. La démonstration de volonté qui ressort de l'action du Président Bourguiba et des principaux responsables que j'évoquais tout à l'heure, la continuité de votre action, tout cela plaide pour la réussite de nos efforts.\
Sur le -plan international, quelques idées majeures ont occupé tous nos discours y compris celui que je viens d'entendre. D'abord l'espace du Maghreb. Là vous trouvez l'essentiel de vos ressources, là sont vos frères, là se rencontrent l'histoire et la géographie. Vous y occupez et pas simplement par la géométrie, une position centrale par la qualité de l'esprit, par l'expérience humaine et par la vieille connaissance qui vous occupe de tous les mouvements qui passent, de ce qui dure, de ce qui ne dure pas : cela s'appelle la sagesse.

ce qui dure, de ce qui ne dure pas ? cela s'appelle la sagesse.
- Vous pouvez remplir un grand rôle dans ce grand Maghreb - je vous en parle de l'extérieur et je n'ai pas de conseil à vous donner, d'ailleurs si j'avais à vous en donner, je ne vous les donnerais quand même pas parce que ce n'est pas mon rôle que de sembler dicter en quoi que ce soit la ligne à suivre devant une assemblée dans un peuple souverain - mais enfin si on me demande mon avis, je le donne. Et je pense que c'est une grande idée, un grand projet qui comme tous les grands projets, sera naturellement un projet difficile.
- J'ai, il y a quelques temps, évoqué le devenir de la Méditerranée. Je ne suis pas pressé. Je connais comme vous les réalités, les contradictions, les antinomies. On marche rarement du même pas et si l'on veut accorder ce pas, il faut avoir une infinie patience. Mais il faut toujours avoir l'esprit prêt car le moment vient où l'armonie devient possible. Alors on s'aperçoit que les intérêts communs l'emportent de loin sur les rivalités. Je souhaite vraiment que les riverains de la Méditerranée, cette mer qui nous est commune, et particulièrement de la Méditerranée occidentale, soient en mesure de concevoir ensemble de quelle façon ils pourraient assurer mieux encore leur indépendance. Faire que cette mer ne soit pas un champ clos où s'affrontent toutes les rivalités mondiales. De façon que nous continuions d'avoir, sinon un droit de propriété, que nous ne réclamons pas, tout au moins un droit d'usage qui fasse des riverains de la mer Méditerranée un modèle de ce qui pourrait être fait dans la société des nations.\
Je veux parler aussi, en élargissant le cercle, des problèmes qui vous sont toujours très proches et qui touchent à la vie du Proche-Orient et même, allons plus loin, du Moyen-Orient. J'ai évoqué le problème palestinien. J'en ai déjà assez dit pour n'avoir pas à me répéter. La position de la France est claire. Nous reconnaissons à tout peuple réel - il s'agit d'un peuple réel, ayant des racines dans l'histoire, un degré d'achèvement, de civilisation souvent très remarquable - à chaque peuple sa terre et sa patrie. La difficulté elle est celle que vous savez : sur une même terre, la même patrie, deux peuples, deux histoires, des religions. Alors se querellent, se disputent, se déchirent toutes les aspirations de ces peuples différents.
- L'Organisation des Nations unies `ONU` a répondu à sa façon il y a maintenant bien longtemps, au lendemain de la guerre mondiale, à ce problème apparemment insoluble. Le plus sage est de se conformer à cette réflexion des pays responsables qui ont reconnu le droit à l'existence d'Israël, dans des conditions de sécurité définie, mais aussi au travers des résolutions fameuses, le droit des palestiniens. Faisons que ne reste pas durablement contradictoire ce qui n'est qu'antagoniste. Tâche extraordinairement difficile, qu'il ne faut pas abandonner. Il est normal que vous m'en ayez parlé. Je ne suis pas de ceux qui abandonnent en chemin. Aussi doit-on sans cesse redire ce qu'il faut dire, de façon que la conscience reste éveillée. Le respect et la reconnaissance mutuels eussent été l'heureuse solution qui exigeait un grand courage intellectuel et politique de part et d'autre, une débauche de bravoure et de courage personnel a été dépensée dans cette tragique affaire. A parfois manqué le courage simple, intellectuel, qui reconnaissant la réalité et puis le droit de l'autre, prépare le retour à la paix.
- Eh bien, il nous appartient de contribuer à notre façon à ce que nul n'oublie que le droit est bafoué et que si le droit est rendu à ceux qui souffrent d'injustice, cela ne peut pas être au -prix d'une injustice nouvelle.\
La France se trouve mêlée, bien malgré elle, à certains des conflits qui occupent cette région. Que les choses soient claires, dans le conflit Irak - Iran, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, la France a des amis, elle n'a pas d'ennemis. Si l'on doit distinguer, selon le critère des armes fournies `avion super étendard`, pourra-t-on dire que ce sont les amis de l'un et l'autre camps qui fournissent des armes à l'un et l'autre camps ? Ce serait cela les amis majeurs de la paix et de la -concorde au Moyen-Orient ... Ce serait bien dérisoire : nous avons une certaine conception de l'équilibre dans le monde et par voie de conséquence sur chaque point chaud où s'opposent des intérêts vitaux, là comme ailleurs. Nous pensons qu'il ne faut pas que l'Irak succombe, que ce serait tout l'équilibre du Proche et du Moyen-Orient qui en dépendrait. Nous ne pensons pas que cette sauvegarde nécessaire doive être accompagnée d'une humiliation, d'un échec de l'autre partie en cause à laquelle je dis, comme il faut sans cesse lui dire, même quand elle ne veut pas entendre, que la France sait bien que l'Iran représente dans l'histoire des hommes un grand

moment, de grands moments, une continuité historique pour laquelle nous avons admiration et respect ceci n'empêche pas qu'il y a une guerre et que cette guerre si elle se poursuit, ne peut qu'accumuler les ruines, des désespoirs et finalement l'abaissement et de l'un et de l'autre, c'est ce que la France ne veut pas voir.\
Au Liban, un gouvernement légitime, reconnu, appuyé par un Parlement, avec un Président élu dans des conditions constitutionnelles légitimes appelle la France en-raison de traditions très anciennes, d'une identité de culture, d'actions vécues en-commun, et pas simplement la France, à contribuer à préserver, à sauvegarder, bien que ces deux verbes soient dépassés, à rétablir l'indépendance, la souveraineté, l'unité. Est-il possible de refuser sans manquer aux devoirs fondamentaux qui font la grandeur d'un peuple. Je parle en la circonstance de la grandeur du peuple français et de la réputation de la France. Mais c'est tout simple. Dès lors que l'institution internationale, je pense en-particulier à l'ONU, se révèlerait en-mesure d'assurer elle-même, comme je l'appelle de mes voeux, le rétablissement du droit au Liban et de la -concorde et de l'harmonie, à sa façon par les moyens de la diplomatie qui lui appartiennent, je vous le dis tout de suite : la France ne demandera rien de plus, que dis-je, elle appelle ce moment qui n'a que trop tardé. Elle n'a aucune visée particulière, aucune visée territoriale, aucune visée politique directe ou indirecte, elle entend sauver des hommes. Ceux qui l'ont été en premier ont été les Palestiniens qui se trouvaient écrasés sous les bombes à Beyrouth-Ouest dont le départ a pu être assuré dans la dignité et la sauvegarde des vies. Nous sommes disponibles pour remplir ce rôle à l'égard de quiconque sera là-bas menacé, dans la zone où nous sommes, dans le -cadre des conventions qui nous lient et de l'autorité du gouvernement légitime. C'est encore simple à dire, - si c'est plus difficile à faire. La France ne restera pas une heure de plus, dès lors que nous serons assurés que le droit est défini par qui peut l'exprimer, la plus haute instance internationale. Dès que le droit aura été, non pas fixé, il l'est déjà, mais admis comme une ligne de conduite pour l'action quotidienne.\
Même chose au Tchad, que les armées étrangères quittent ce pays, mesdames et messieurs, tout de suite. Cela peut paraître étrange que le chef d'un Etat dont une partie de son armée se trouve sur ce territoire dise cela, eh bien je le dis ... - que les armées étrangères quittent tout aussitôt ce territoire, comme doivent le quitter partout les armées étrangères qui bafouent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes -. Etablissons cependant une différence entre une armée étrangère venue à la demande du gouvernement légitime et celle qui est venue par sa volonté, une différence entre l'armée qui cherche à conquérir et celle qui cherche à défendre. Mais enfin, ne compliquons pas les choses et n'offensons personne - je dis que dès lors que le signal serait donné à tous, la France y répondra dans l'heure. Je ne ferai pas le tour des problèmes qui nous occupent, on n'en finirait pas.\
En Afrique, ce n'est pas si loin d'ici, mais aussi dans le reste du monde, vous savez à quel point nous sommes tous, vous, nous, aujourd'hui emportés dans cet affrontement Est - Ouest dont l'axe est le débat sur les euromissiles. Fait majeur qui commande, croyez-moi, tous les autres, du moins pour l'heure présente. Et lorsque nous défendons la notion d'équilibre, d'équilibre des forces, nous restons fidèle au même principe que je viens d'évoquer, équilibre à la frontière du monde arabe et du monde persan `conflit Irak - Iran`. Equilibre dans le Proche-Orient par la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes `problème palestinien`. Equilibre dans cette partie de l'Afrique que j'évoquais, qui se trouve à la jonction de l'Afrique `conflit Libye - Tchad` dont vous êtes et de l'Afrique noire. Equilibre en Amérique centrale, qui ne peut tout de même être à la merci des décisions arbitraires d'un peuple ou plutôt d'un Etat simplement parce qu'il est le plus fort. Mon raisonnement est le même pour l'Europe en refusant le monopole au bénéfice des plus puissants. La France tout simplement défend la paix. Elle souhaite que ses amitiés traditionnelles, et parmi ses amitiés traditionnelles il faut compter l'amitié avec le peuple russe `URSS`, reste constamment à notre esprit. Cette amitié sera d'autant plus forte que chacun aura parlé, clair, loyalement en face. C'est encore ce respect-là qui bâtira les bons accords.\
Je ne suis pas, mesdames et messieurs, comment dirai-je pessimiste lorsque je lance ces

avertissements au nom de la France. Ce n'est pas pour m'abandonner à je ne sais quel bouleversement qui nous serait fatal. Je crois, comme vous qui en avez fait et qui en faites la preuve tous les jours, que tout dépend de la volonté des hommes, de leur capacité d'espoir, de la maîtrise dont ils font preuve - nous sommes capables de maitriser assez le cours des choses pour que ce soit la paix qui reste la loi du monde. Oui, la loi, encore faut-il appliquer la même volonté pour qu'au-delà des mots ou des intentions affirmées, ce soit la paix par les institutions internationales qui prévale sur les affrontements et je crois qu'ensemble nous sommes capables de faire entendre la voix de la raison.

- C'est cet espoir que j'affirmerai pour conclure. Et si je le fais ici au Bardo, dont le nom, disais-je, pour commencer évoque notre histoire commune dans ses mauvais, dans ses bons jours, devant une assemblée qui représente un peuple né depuis peu, ou revenu à la maîtrise de soi-même et par soi-même, n'ayant dû d'être ce qu'il est que par ses seules forces, affronté à une tâche qui semblait impossible, où le -rapport de forces jouait a priori contre l'espoir des patriotes. Si la raison a dominé au point de conquérir celui qui était réputé le plus fort, et qui l'était effectivement - mon pays la France -, si ce pays a incliné, au moment qu'il fallait, vers la compréhension, le dialogue et finalement l'entente, ce qui commande aujourd'hui, ce qui commandera pour longtemps les relations entre la Tunisie et la France, c'est parce que la volonté, l'espoir et la maîtrise ont été à l'ordre du jour. C'est parce que ceux qui ont rempli ou accompli cette grande action avaient cette maîtrise et cette sûreté en eux-mêmes.

- J'en aurais terminé en vous disant que tout est finalement culturel. Ce sont les cultures à la suite des temps qui donnent aux philosophies, aux spiritualités, aux aspirations de l'homme, lorsqu'elles sont intérieures, identifiées à chaque individu, cette force qui s'exprime dans les actions publiques. Je crois pouvoir dire à cette tribune que, d'Habib Bourguiba au plus modeste de vos frères, le peuple tunisien a su donner l'exemple, je crois que mon pays n'a pas manqué non plus de grandes heures. Nous sommes faits pour nous entendre. Je suis heureux de vous le dire. Merci.\